

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

ALLIANCE RÉPUBLICAINE POUR LES LIBERTÉS ET LE PROGRÈS

pourquoi notre candidature ?

Sans ambition personnelle, nous avons fait l'impossible pour favoriser une candidature d'union de toute l'opposition non communiste au régime gaulliste. Nous avions assuré aussi bien M. JASSERON que M. DENESLE et M. LECANUET de notre volonté de ne rien faire qui pût nuire à cette union si elle se réalisait sur leur nom. **Une ambition intempestive a fait échouer nos efforts.**

Si, dans ces conditions, nous avions accepté de rester en dehors de la lutte, seule notre famille politique aurait été privée de son légitime droit d'expression.

Nous tenons à affirmer de la façon la plus catégorique que, si nous n'arrivons pas en tête de l'opposition non communiste, nous nous désisterons au second tour pour le candidat, **quel qu'il soit,** de cette opposition le mieux placé pour faire échec au pouvoir gaulliste.

Il n'y a dans notre attitude, ni ambiguïté ni arrière-pensée et ce sont nos amis eux-mêmes qui, par leur vote, décideront de la survie de notre mouvement.

ce que nous sommes

Nous ne sommes pas des politiciens de métier. Nous exerçons l'un et l'autre une activité professionnelle absorbante. Si nous nous sommes décidés à descendre dans l'arène, c'est que nous y a poussé l'inquiétude : inquiétude pour notre pays, inquiétude pour nos enfants, inquiétude pour nos libertés, nourrie du sentiment que, si la majorité sortante était reconduite, nul ne pourrait prévoir dans quel sens la volonté d'un seul homme orienterait notre avenir.

nous ne voulons pas

— De **l'hypocrisie** d'une politique qui, usant sans vergogne du **mensonge,** cultive systématiquement les égoïsmes et ruine par là-même les bases du **sentiment national** qu'elle affecte d'exalter.

— De l'omnipotence des **technocrates.**

— Du « dirigisme grandissant ».

— De **l'intoxication** de l'opinion publique et de sa « mise en condition » par le **monopole d'Etat** des moyens d'information les plus puissants.

— D'une prétendue grandeur dont le caractère illusoire ne peut plus échapper à quiconque devant le spectacle du traitement infligé à certains représentants de la France.

— Du **gaspillage** de l'argent des contribuables français.

— D'une **fiscalité malthusienne** qui décourage et pénalise l'effort.

— D'une **fausse sécurité** qu'on prétend fonder sur une **bombe démodée** et ruineuse (de surcroît sans vecteurs sérieux) et un **isolement** qui, loin de garantir la paix, aggrave en réalité les périls.

— D'un esprit de **division** et de **rancune** qui refuse obstinément la **réconciliation nationale.**

nous voulons

— Des gouvernants qui, **fidèles à la parole donnée,** respectent assez les Français pour leur parler franchement et comme à des hommes libres.

— Décider nous-mêmes des options fondamentales qui commandent notre Destin.

— Un régime où sera reconnue la **valeur irremplaçable de la liberté,** c'est-à-dire :

Sur le plan politique : un équilibre raisonnable entre l'Etat et les corps intermédiaires et, à l'intérieur même de l'Etat, entre les pouvoirs qui le composent ;

Sur le plan économique : développer la **libre entreprise** et favoriser **l'esprit d'initiative,** sans se laisser impressionner par le snobisme pseudo-scientifique d'une évolution fatale et bénéfique vers le collectivisme, alors que chaque jour les faits en démontrent, pour tout esprit libre, l'évident échec.

— Une radio et une télévision mises loyalement, comme dans tous les pays libres, au service, non pas de l'Etat, mais de la Nation et, par conséquent, de toutes ses familles politiques et de tous ses grands courants d'idées.

— Une **politique réaliste** qui soit celle des moyens de la France, sûrs que nous sommes qu'elle retrouvera ainsi son vrai prestige et son influence.

— **Une aide raisonnable aux pays du tiers-monde.** Nous ne méconnaissons nullement les devoirs que nous impose, spécialement vis-à-vis des peuples qui furent nos protégés, la situation relativement privilégiée de notre pays. Mais nous affirmons que :

Personne n'a le droit de compromettre l'avenir de notre peuple en le privant des moyens indispensables à son développement, moyens dont nul n'ignore qu'ils doivent être d'autant plus considérables que l'évolution d'un peuple est plus avancée. Il faut avoir le courage du bon sens et se rappeler que charité bien ordonnée commence par soi-même. **Nos vieillards, notre Jeunesse, nos Anciens Combattants, nos logements, nos universités, nos écoles, nos hôpitaux, nos autoroutes, nos télécommunications, l'équipement de nos villes et de nos villages ont priorité.**

L'aide de la France à des peuples trop hâtivement décolonisés doit être organisée de telle sorte qu'elle leur profite réellement **à eux-mêmes** et non à de **fausses élites** qui les exploitent.

— Une fiscalité qui ne pénalise pas systématiquement l'effort. S'il n'est ni injuste ni scandaleux que l'Etat intervienne dans la répartition du revenu national, produit de l'effort de tous, il compromet gravement le but même qu'il s'était assigné lorsque, dépassant les limites raisonnables, il prélève une part excessive des bénéfices et des traitements et salaires, car il rend ainsi impossible les investissements nécessaires à une production accrue, seule véritable garantie contre le chômage. En conséquence, nous estimons qu'**un allègement sensible de l'impôt sur le revenu** s'impose autant comme une mesure de salubrité économique que comme une mesure de justice.

— La sécurité de notre pays par **la fidélité à ses alliances** et des forces armées équilibrées, car on ne peut bâtir, en ce domaine comme en tous les autres, une politique sérieuse sur des vœux ou des mythes.

— **L'amnistie totale** et **l'indemnisation intégrale** des Français spoliés dont nous n'admettrons jamais qu'elle puisse être moins urgente que l'entretien de leurs spoliateurs.

VOTEZ POUR VOS CONVICTIONS, VOTEZ UTILE, VOTEZ POUR :

Michel VALLET

Docteur en Droit
Avoué près le Tribunal de Grande Instance
Candidat de :
L'ALLIANCE RÉPUBLICAINE POUR LES LIBERTÉS ET LE PROGRÈS

et

Bernard NICOLLE

Docteur en Médecine
Gynécologue
SUPPLÉANT



Vu le Candidat,

Imp. Piéplu - Rouen